

Revenir à la souveraineté nationale, en dépassant l'obstacle linguistique

Une partie de la population décline sa langue et l'idée de nation souveraine

L'oligarchie française a toujours recherché un moyen de se distinguer du peuple, en particulier par la langue. Ce fut d'abord au travers de la maîtrise avancée de la langue française, ensuite, à partir des années 1970, ce fut au travers de l'anglo-américain.

Le fait que l'oligarchie française ait eu tendance, au cours de l'histoire, à se distinguer du peuple, l'a malheureusement souvent amenée à s'éloigner de l'idée de souveraineté nationale. C'est peut-être pour cette raison que Charles de Gaulle disait en 1963 : «Heureusement, le peuple a la tripe nationale. Le peuple est patriote. Les bourgeois ne le sont plus [...]» [1]. Nous reprenons ici un thème abordé par François Asselineau, dans l'une de ses vidéos [2].

Or, on peut admettre que cette propension à s'éloigner du peuple et de l'idée nationale est d'autant plus forte, à présent, qu'elle se nourrit, non plus du désir de mieux maîtriser la langue nationale que le peuple, mais d'une **attirance générale pour la langue anglaise**, explicable par le fait que cette langue est devenue, depuis un demi-siècle, **la première (et à ce jour la seule) langue hyper-centrale** de l'histoire de l'humanité. Outre un effet qui peut s'apparenter à du snobisme, ce statut d'hyper centralité acquis par l'anglais apporte à ceux qui maîtrisent cette langue (même de manière limitée via le Globish) une position plus favorable sur le marché du travail.

Cette attraction pour la langue anglaise, dans son hyper centralité pour l'instant unique, concerne, non seulement une partie importante des classes dirigeantes des pays européens, **mais aussi une majorité de diplômés du supérieur**.

Malheureusement, ces personnes, en déclassant leur langue nationale au profit de la langue anglaise, **déclassent en même temps l'idée de souveraineté nationale**. Elles se créent alors un imaginaire idéalisé, incarné par les institutions supranationales fonctionnant en anglais, comme l'Union européenne. Nous appellerons ce phénomène sociolinguistique autour de la langue anglaise : **"l'anglobisme"** ou **"phénomène anglobiste"** [3]. Nous nommerons les personnes touchées par ce phénomène : les **"sujets anglobistes"**. Comme déjà indiqué, on les rencontre en priorité chez les diplômés du supérieur.

L'anglobisme et le capital mondialiste : deux phénomènes intimement liés

Au phénomène anglobiste (de nature sociolinguistique) s'ajoute la pression du capital mondialiste. Il s'agit d'un capital essentiellement financier, virtuel et qui s'éloigne de la production réelle. Sous cette forme, le capital se concentre toujours davantage, afin de contrer sa baisse tendancielle du taux de profit. Dans ce mouvement de concentration sur le marché mondial, **le capital mondialiste exige l'unicité de la langue hyper-centrale**.

Cette forme de capital entend effacer la souveraineté des nations, la démocratie et le pouvoir du peuple, qui

sont des obstacles à sa rentabilité. Le phénomène anglobiste est une arme essentielle pour le capital mondialiste, dans cette entreprise déstructurante, **puisque, par l'anglobisme, une partie de la population (en particulier chez les diplômés du supérieur) n'aspire plus à la souveraineté nationale.** Le mondialisme se maintient et se développe dans les pays européens non-anglophones, en grande partie grâce à l'anglobisme. De son côté, l'anglobisme favorise grandement le mondialisme. Anglobisme et mondialisme sont donc étroitement couplés et se renforcent mutuellement.

L'effet conjugué des deux phénomènes a pour effet de faire pénétrer la langue anglaise au sein même du système-nation des pays européens, alors qu'auparavant elle restait à sa périphérie.

C'est ainsi que le système-nation de chacun des pays européens non-anglophones se déstructure peu à peu au plan social, linguistique, culturel, diplomatique, ontologique, etc. En d'autres termes, les interfaces de ces systèmes-nations sont devenues poreuses à la fois à l'anglobisme et au mondialisme. Or, on sait qu'un système qui perd ses interfaces finit à terme par se déliter. C'est probablement ce destin qui attend, à moyen ou long terme, un pays comme la France, si le cours des choses devait se poursuivre.

La géopolitique de l'anglobisme

Dans les pays de l'anglosphère, l'anglobisme n'existe tout simplement pas, puisque l'anglais y est la langue native. En conséquence, dans ces pays, aucun effet linguistique n'induit une dévalorisation de l'idée de souveraineté nationale. C'est d'ailleurs pour cela que l'on a pu assister dans ces pays à des regains de souveraineté nationale, comme ce fut le cas avec le Brexit au Royaume-Uni et l'élection du président Trump aux États-Unis.

Pour ce qui concerne les effets délétères du mondialisme, ils touchent davantage la périphérie anglobiste de l'occident (c'est-à-dire l'Union européenne), que son cœur anglophone (les États-Unis). On constate cette dissymétrie aujourd'hui, si on observe le transfert de certaines activités industrielles des pays européens, vers les États-Unis, en particulier des activités consommatrices d'énergie; comme si le capitalisme mondialiste sacrifiait sa périphérie pour sauvegarder son centre.

Quant aux pays se situant à la fois hors de l'anglosphère et hors de l'Union européenne (par exemple, les pays des BRICS), on peut admettre que le capital n'y étant pas arrivé au même stade de financiarisation et de mondialisation, l'anglais y est moins nécessaire dans son hyper centralité. C'est pourquoi, dans ces pays, les décisions stratégiques relèvent encore de la sphère nationale, elle-même bien davantage orientée vers la production réelle que vers l'extérieur financiarisé. Les décisions touchant aux secteurs stratégiques sont d'ailleurs prises dans les langues nationales de ces pays, alors que dans les pays de l'UE, de telles décisions sont prises en anglais, alors que ce n'est la langue native que de 1,1 % de la population de l'ensemble constitué par l'UE.

En outre, sur le plan géopolitique, ces pays des BRICS ne sont pas engagés dans une structure supranationale anglophone, comme l'est l'Union européenne. Par conséquent, on n'y trouve pas autant de diplômés du supérieur touchés par le phénomène anglobiste. Le déclassement de la langue nationale et la relégation de l'idée de souveraineté nationale y sont moins marqués. En d'autres termes, **dans ces pays des BRICS, les interfaces de chaque système-nation sont encore résilientes.** Jusqu'à présent, ces interfaces n'ont pas laissé pénétrer l'anglobisme et le mondialisme au sein des systèmes-nations, à un niveau comparable à ce qui est advenu dans les pays européens. Pourtant, à long terme, on peut s'attendre à ce qu'une telle fragilisation survienne, puisque l'organisation des BRICS use largement de la langue anglaise pour ses échanges.

Quoi qu'il en soit, même si ces pays seront certainement, un jour ou l'autre, affectés par l'anglobisme et le mondialisme et pourront s'en trouver fragilisés dans leur souveraineté, il se trouve, qu'à l'heure actuelle, **les seuls pays du monde directement concernés par ces deux phénomènes intrinsèquement liés sont les**

pays européens.

Un retour à la souveraineté nationale "à anglobisme constant" est-il possible ?

On peut se demander si les sujets anglobistes (dans les pays européens) pourront parvenir à renouer avec le désir de souveraineté nationale, en particulier au travers de la promotion de leur langue nationale ou si, au contraire, l'évolution sociolinguistique causée par l'anglobisme est irréversible et obérera, de fait, tout retour à la souveraineté nationale. Cet impossible retour à la souveraineté nationale "à anglobisme constant" s'expliquerait par le fait qu'une partie importante de la population (surtout parmi les diplômés du supérieur) ne désire plus ce retour.

Le scénario d'un retour à la souveraineté à "anglobisme constant" impliquerait qu'une grande majorité des diplômés du supérieur puisse considérer de nouveau leur futur au travers de leur langue native, dans un contexte de souveraineté nationale retrouvée, tout en éprouvant, en même temps, la même attirance qu'ils ont aujourd'hui pour la langue anglaise hyper-centrale. Ce scénario pourrait être qualifié de "scénario asymétrique", puisque l'un des deux phénomènes (le mondialisme) régresserait dans le pays concerné, tandis que l'autre (l'anglobisme) resterait stable.

On peut admettre qu'un tel scénario asymétrique soit difficile à envisager, puisque, comme on l'a avancé, **dans les pays non-anglophones européens, l'anglobisme et le capital mondialiste sont indissociables dans leur évolution.** C'est-à-dire que, lorsque l'un des deux phénomènes progresse, c'est le cas également de l'autre; de même pour leur décroissance conjointe éventuelle.

Nous pouvons d'ailleurs donner un exemple d'un tel scénario asymétrique, en imaginant un retour à la monnaie nationale, à anglobisme constant. Dans une telle configuration, on peut s'attendre à ce qu'une grande majorité des diplômés du supérieur éprouve un sentiment de "retour en arrière" à utiliser les nouveaux billets libellés en francs et représentant des français célèbres, comme Pascal, Molière, Hugo, etc. Ce sentiment de "retour en arrière", qui serait certainement éprouvé par les sujets anglobistes, s'expliquerait par la discordance observée dans le cours des deux phénomènes : l'un (le mondialisme) régresserait (via la souveraineté monétaire retrouvée), tandis que l'autre (l'anglobisme) resterait constant. Nous serions bien dans un scénario asymétrique, qui ne nous semble pas réaliste.

Si l'on admet le principe d'impossibilité d'un tel scénario asymétrique, on peut en déduire que le retour à la souveraineté nationale dans les pays européens non-anglophones devra nécessairement **faire régresser à la fois le mondialisme et le niveau d'anglobisme.**

La modélisation par les interfaces permet d'avancer vers la solution

Nous pouvons compléter la modélisation de notre problème, avec le concept d'interfaces. Une interface est nécessaire pour la sauvegarde de tout système; à cet égard, la nation est un système à part entière. Nous pouvons alors formuler la problématique en ces termes : il faut redonner au **système-nation de chaque pays européen non-anglophone des interfaces efficaces**, vis-à-vis des deux phénomènes : le mondialisme et l'anglobisme.

Comme on l'a vu, faire régresser le mondialisme dans un pays consiste à revenir à la **souveraineté nationale.** C'est une évolution par laquelle le politique et le peuple reprennent le pouvoir qui a été confisqué par la finance mondialiste. C'est une décision de nature politique et collective, qui rétablit des interfaces efficaces du système-nation, vis-à-vis du mondialisme.

Dans les pays européens non-anglophones, la question d'une interface efficiente vis-à-vis de l'anglobisme relève, quant à elle, de la communication internationale. Comme on l'a vu, elle doit **prendre en compte la séduction qu'éprouve une partie de la population pour la langue hyper-centrale**. Une telle interface ne relève donc pas seulement des systèmes-nations pris individuellement, mais aussi d'un **réseau communicationnel entre personnes de différents pays, cherchant à se différencier de l'anglobisme**. En conséquence, une telle interface, de nature linguistique, ne peut se concevoir que par **l'usage d'une langue hyper-centrale autre que l'anglais**. La problématique peut alors se résumer comme suit.

- **L'interface politique et démocratique** de chaque pays vis-à-vis du mondialisme doit **protéger la structure constituée par le système-nation**.
- De son côté, **l'interface linguistique** doit consister en l'usage d'une seconde langue hyper-centrale (ou disposant des potentialités pour le devenir) pour les relations internationales. Cette interface protégera certes le système-nation, **mais elle protégera aussi, de l'influence anglobiste, les réseaux de personnes de langues native différentes et désireuses de faire coopérer les nations souveraines à l'international**.

Les deux interfaces (politique et linguistique hyper-centrale) doivent être mises en place toutes les deux, car c'est seulement par cette double protection que la souveraineté nationale pourra être reconquise. À cet égard, l'établissement conjoint des deux interfaces constitue un processus cohérent. La souveraineté nationale nécessite en effet l'émergence d'une **nouvelle "classe politique", issue des producteurs de richesses réelles** et qui remplacera la classe dirigeante actuelle qui s'est mise au service de la finance mondialiste. Cette nouvelle classe politique, attachée à la souveraineté nationale, devra nécessairement interagir avec ses homologues à l'étranger et c'est là que l'effet protecteur de l'interface linguistique agira, **via un code hyper-central incompatible avec celui de l'oligarchie mondialiste**.

Par l'établissement de ces deux interfaces, les classes sociales aujourd'hui touchées par l'anglobisme ne considéreront alors plus le retour à la souveraineté comme un "retour en arrière", mais verront cette évolution comme une transition historique et nécessaire au retour du progrès social.

Dans les faits, il se créera **une solidarité entre la nouvelle classe dirigeante et le peuple**, puisque tous les deux retireront leur légitimité de la **nécessité de produire des richesses réelles sur le territoire**. Le peuple et la nouvelle classe dirigeante seront liés par un pacte autour d'un projet productif :

- le peuple aura besoin que la nouvelle classe dirigeante se positionne sur un projet productif pour la nation et **se différencie structurellement du mondialisme**, par l'usage de la seconde langue hyper-centrale à l'international
- et la nouvelle classe dirigeante consolidera sa légitimité, en prouvant qu'elle répond à ces besoins du peuple.

Tous deux (peuple et nouvelle classe dirigeante) **contrarieront le capital mondialiste**.

Le peuple le fera en reprenant en mains les décisions stratégiques de la nation, dans l'objectif de la production de richesses réelles, contre la virtualité financière. La nouvelle classe dirigeante le fera par l'organisation de cette production et par l'usage d'une seconde langue hyper-centrale pour les échanges stratégiques à l'international.

Quelle langue pour tenir le rôle de seconde langue hyper-centrale ?

Bien évidemment, des étapes seront nécessaires avant qu'une langue n'acquière le statut de seconde langue hyper-centrale, mais il importe, dès à présent, de se positionner dans cette perspective.

Il convient avant tout que la langue candidate à devenir la seconde langue hyper-centrale à côté de l'anglais **dispose déjà d'un grand nombre de locuteurs au plan mondial**. Cela exclue de fait une langue construite comme l'Espéranto ou l'Interlingua, même si une telle langue serait forcément plus simple à apprendre. En effet, **l'urgence des temps n'incite pas à rechercher l'idéal**, mais nous engage à préférer une **solution réaliste, pragmatique et de compromis**.

Pour maintenir une certaine continuité avec les caractéristiques de la langue anglaise et parce que les langages informatiques utilisent les caractères latins, il importe que la seconde langue hyper-centrale s'écrive avec de tels caractères. Ces deux contraintes (grand nombre de locuteurs et caractères latins) réduisent à deux les langues pouvant potentiellement devenir hyper-centrales à côté de l'anglais; il s'agit en l'occurrence : du français et de l'espagnol.

Le choix du français n'est pas à exclure, mais **l'espagnol remplit, a priori, davantage de critères** : une plus grande simplicité et un plus grand nombre de locuteurs.

Il faut également faire intervenir des critères géopolitiques. En effet, une telle évolution vers une seconde langue hyper-centrale ne peut résulter que d'un **compromis** à ce niveau.

La France naturellement pionnière

La France est le principal pays dans lequel les contradictions du capital mondialiste vont apparaître de la manière la plus criante. En effet, le niveau de protection sociale et plus généralement une aspiration à une certaine égalité dans la société constituent des **constantes historiques françaises, qui vont rentrer tôt ou tard en conflit frontal avec le mondialisme financier**.

Par ailleurs, la France dispose encore de grands atouts : sa position centrale en Europe, sa présence dans les différentes parties du monde (grâce à ses territoires d'outre-mer), sa protection sociale, son rayonnement culturel (qui subsiste encore, malgré les attaques par le mondialisme et l'anglobisme) et sa capacité à mener des grands projets (nucléaire, etc.), pour ne citer que quelques aspects. Ces spécificités constituent des atouts pour que se reconstitue une "**mondialité française**", qui existait auparavant; c'est à dire : **une vocation stratégique mondiale de la France**. Cette mondialité, appelée à renaître, faisait le pendant avec la mondialité anglo-saxonne, davantage tournée vers le marché non régulé, la finance et une géopolitique prédatrice.

Les contradictions du capital mondialiste vont donc s'exacerber en France et la question de l'existence du pays, en tant que nation à part entière, va se poser dans les années à venir. Devant cet **enjeu existentiel** et la possible résurgence de la mondialité française, la France sera amenée à rechercher un **compromis au sujet de la seconde langue hyper-centrale**, facteur indispensable du retour à la souveraineté nationale. Dans ce cadre, l'efficacité et le réalisme s'imposeront sous la forme d'un compromis proposé à d'autres pays. La langue espagnole sera ce compromis. **Le projet de faire de l'espagnol la seconde langue hyper-centrale** sera accueilli favorablement par les pays latins et sera recevable à la fois par le monde germanique et le monde slave, pour ne citer que ces sphères linguistiques.

L'usage de la seconde langue hyper-centrale et le multilinguisme

Le nouveau paradigme linguistique, tel que décrit ci-dessus, devrait être mis en place entre des nations redevenant peu à peu souveraines.

Pour les échanges bilatéraux, la langue nationale de l'un des deux pays concernés devra être utilisée ou bien les deux langues conjointement et, en second lieu, la seconde langue hyper-centrale (c'est à dire l'espagnol). Pour des coopérations regroupant au moins trois pays de langues différentes, l'espagnol devrait s'imposer

comme langue de travail.

D'une façon générale, chaque pays devra privilégier sa langue nationale et, en seconde priorité, l'espagnol pour les échanges internationaux, lorsqu'il ne sera pas possible d'utiliser la langue nationale.

Ces principes devront s'appliquer en particulier dans **les secteurs stratégiques**, pour les cas où des contacts internationaux sont nécessaires; on peut citer : la diplomatie, les grands contrats et textes juridiques internationaux, la coopération internationale dans la défense, les secteurs techniques stratégiques, etc.

Cette politique linguistique, **en relativisant le phénomène anglobiste** au sein des classes sociales concernées, favorisera le multilinguisme. Les grandes langues centrales se renforceront; on pense en particulier au français, avec la francophonie. À cet égard, le retour des langues nationales dans des secteurs où elles ont été marginalisées depuis des dizaines d'années est intimement lié à l'émergence d'une seconde langue hyper-centrale.

Dans ce nouveau cadre linguistique, l'usage de **la traduction automatique** sera d'un grand secours.

Ces principes de **multilinguisme, ainsi que l'usage de l'espagnol en tant que langue pivot**, seront à appliquer en priorité à l'écrit, car c'est là que les techniques de traduction automatique ont fait des progrès fulgurants ces dernières années.

Les étapes politiques et géopolitiques

La seconde langue hyper-centrale, en tant que code linguistique différent de celui de l'oligarchie mondialiste, favorisera **un monde véritablement multipolaire**.

Si on fait un peu de prospective, on peut penser qu'une telle évolution pourrait débiter par des réseaux de **coopération entre des entités françaises et italiennes** portant sur divers sujets; on pense au départ **aux échanges entre des militants souverainistes des deux pays**. De telles entités pourraient utiliser le français, l'italien et l'espagnol comme langue de travail principale, lorsque les langues française et italienne ne suffiront pas pour les échanges.

Un tel noyau franco-italien pourrait rapidement s'élargir, pour héberger des coopérations entre des entités issues d'autres pays. On pense en particulier à l'Allemagne, lorsqu'il ne fera plus aucun doute pour ce pays que rester dans la monnaie unique entraînera davantage d'inconvénients que d'avantages.

Puisque l'objectif à terme est de **constituer une alternative globale**, des entités issues de pays non européens pourront rejoindre ces réseaux de coopération organisés sur ces bases linguistiques. On pense en particulier aux pays de la Méditerranée.

Les entités (comme les partis politiques souverainistes des pays européens) qui adopteront ce nouveau paradigme linguistique devront afficher clairement ce choix au public. Il s'agira en effet de **marquer les esprits**, car, dans ce domaine, **la symbolique est essentielle**. Elle montre que se développe une alternative globale, soutenue par les producteurs de richesses réelles et qui **contrarie le capital mondialiste par la voie linguistique**.

Pour illustrer par un exemple ce type de symbolique, on peut citer une tentative d'instituer implicitement l'espagnol (et non l'anglais) comme langue de communication internationale, à côté du français, même si cette intention ne fut pas été explicitement affichée en tant que telle. On peut ainsi se rappeler que le site internet de *La France Insoumise* [4], lors de la campagne présidentielle de 2017, n'afficha qu'une version en espagnol pour la traduction de certains articles.

Le modèle linguistique, tel que décrit plus haut, pourrait servir de base à une organisation de coopération entre partis européens souverainistes. Cette organisation **préfigurerait une instance de coopération intergouvernementale non-supranationale, accueillant les pays quittant un à un l'UE, l'euro et l'OTAN**. Il s'agirait avant tout d'un espace de dialogues et d'échanges. Ses participants seraient des pays

d'Europe et de la Méditerranée. Ce serait une organisation tout à fait différente de l'*Union pour la Méditerranée*, qui utilise principalement l'anglais pour son fonctionnement et qui, de ce fait, est passée sous l'emprise euro-atlantiste.

Au-delà du périmètre euro-méditerranéen, une telle organisation de coopération pourrait accueillir d'autres pays du monde, en tant que partenaires associés. Elle constituerait un cadre international, plus large et fondamentalement différent de l'UE, de par le respect des souverainetés nationales et parce que le code linguistique hyper-central utilisé (l'espagnol) placerait une telle organisation dans **une position définitivement incompatible avec le mondialisme et l'européisme**.

On parviendrait ainsi, **par la voie linguistique, à associer l'idée de retour à la souveraineté nationale avec un nouvel internationalisme** (à ne pas confondre avec le mondialisme).

Références

[1] Citation de Charles de Gaulle, dans le livre "C'était de Gaulle" - Tome 1 ; Alain Peyrefitte; Éditions de Fallois/FAYARD; 1994

[2] François Asselineau; "Pourquoi les milliardaires Français ne défendent-ils pas la France ?"; 4/12/2024 : <https://youtu.be/JaXrl-D6QD8>

[3] Les idées développées dans cet articles sont issues du livre "Le Serlado - L'alternative globale pour restaurer la souveraineté des nations européennes"; Gilles Tolède; Books On Demand; 2023

[4] Usage de l'espagnol (et non de l'anglais) comme langue de traduction d'articles, sur le site de la France Insoumise, principalement jusqu'en 2017 : <https://lafranceinsoumise.fr/category/en-espagnol/>